

Je vais formuler quatre thèses, suivies de quatre brèves conclusions.

Ma première thèse est que **L'EUROPE NAVIGUE SANS BOUSSOLE GÉOPOLITIQUE.**

Et cela ne date pas d'hier. Pour de nombreuses crises dans le monde, l'Europe n'a aucun point de vue, elle ne joue aucun rôle digne de ce nom. Quand la situation devient réellement critique, nous sommes encore irrémédiablement divisés. Et cette division ne fait qu'aggraver les crises.

Le printemps arabe (qui est devenu depuis un hiver arabe) et les réactions relatives à ce mouvement en Europe en sont un parfait exemple. Ces réactions étaient, à mes yeux, d'une naïveté sans nom. Elles ne reposaient pas sur la réflexion, n'étaient pas enracinées dans une connaissance historique de la nature profonde du Moyen-Orient, mais s'inscrivaient plutôt dans une sorte de « sentiment ». Un sentiment qui a été interprété davantage pour notre propre compte que pour les personnes sur le terrain. Il s'agissait d'une sorte de mai 68 dans le monde arabe. C'est ce que nous avons entendu à la télévision, ce que nous n'avons eu de cesse de lire. Et c'était particulièrement naïf.

Les pays qui, après le printemps arabe, n'ont pas été emportés dans une spirale de violence et de déstabilisation (Libye, Syrie), sont aujourd'hui purement et simplement dirigés par un nouveau dictateur, après un régime intermédiaire d'extrémistes musulmans élus démocratiquement. L'Égypte est passée de Mubarak à un dictateur du nom de Sisi. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une avancée extraordinaire. Ce printemps arabe s'est soldé par une situation bien plus terrible que les attentes totalement irréalistes que nourrissait ce mouvement.

Guy Verhofstadt, en particulier, a joué un rôle majeur dans le discours élaboré à propos du printemps arabe. Il s'est d'ailleurs rendu ensuite à Maïdan, en Ukraine, pour faire cette déclaration : « Vous êtes les vrais Européens, les vrais démocrates. Et vous devez vous opposer à Poutine. » Il en a résulté une perte de la Crimée et le début d'une nouvelle Guerre froide à l'est de l'Ukraine. Au moment précis où les alliances politiques, notamment avec la Russie et, par l'intermédiaire de la Russie, avec d'autres pays du Moyen-Orient, auraient pu s'avérer extrêmement utiles. Nous naviguons « à tâtons » d'une crise à l'autre, sans boussole géopolitique et en faisant preuve d'une grande naïveté.

Le résultat est que la Libye est un État en déliquescence, où trois gouvernements différents s'affrontent dans une lutte de pouvoir. Le pays est aussi une frontière ouverte, notamment avec l'Italie. On essaie d'y constituer un gouvernement d'unité nationale, mais nous en sommes encore très loin.

En Syrie, nous assistons à une guerre civile sans issue entre d'innombrables parties qui rivalisent de cruauté. Il est difficile de s'y retrouver, encore plus de distinguer les bons des mauvais. En substance (mais c'est bien plus que cela) c'est une guerre civile entre chiites et sunnites. Ou entre sunnites et toutes les autres confessions. Il s'agit probablement de la poudrière la plus explosive au Moyen-Orient.

L'Irak ne s'est pas stabilisé et les vestiges du régime de Saddam alimentent la barbarie de l'État islamique.

Les émirats riches du Golfe financent toutes sortes de milices armées, entretenant ainsi un conflit sans fin. L'Arabie saoudite mène en outre sa propre guerre au Yémen.

Et la Turquie joue un rôle des plus douteux. En particulier depuis qu'Erdogan a perdu les élections et qu'un parti kurde a obtenu plus de dix pour cent des voix. Il s'oppose aux Kurdes en Turquie mais les défend dans le nord de l'Irak, en raison des réserves pétrolières présentes sur place et des pipelines qui traversent la Turquie. Il se semble se diriger vers de nouvelles élections après avoir à nouveau criminalisé les Kurdes. Il est en outre frappant de constater que, depuis les élections et les critiques à son égard formulées en Europe, les nombreux réfugiés présents ont à présent le droit de partir pour l'Europe. On peut se poser la question suivante : « Pourquoi ce flux de réfugiés arrive-t-il maintenant ? » Ce n'est pas un hasard, loin de là. Ce n'est pas parce que l'Europe navigue sans boussole géopolitique que les autres le font aussi. On peut dire beaucoup de choses à propos d'Erdogan, mais j'ai l'impression qu'il y a réfléchi.

Et tout cela vient s'ajouter à la situation déjà tendue entre la Palestine et Israël, ainsi qu'à la position de l'Iran chiite.

Un élément important, auquel les analyses européennes n'accordent que très peu d'attention, est le changement d'attitude des États-Unis. Ces derniers ont toujours été très impliqués dans le Golfe, en raison de leurs intérêts stratégiques, à savoir le pétrole. Mais cette attitude est en train de changer radicalement. Les États-Unis sont pleinement concentrés sur l'autosuffisance en énergie : le gaz de schiste, leurs propres réserves pétrolières et l'énergie alternative. Et l'orientation stratégique et géopolitique s'étend vers l'Océan Pacifique et la Chine.

Cela signifie que nous avons perdu notre bras armé. J'entends un président de parti déclarer : « Nous devrions peut-être y lancer une offensive militaire. » Cela me semble à nouveau le fruit d'un extraordinaire raisonnement géopolitique. Avec qui ? Avec quelle armée allons-nous intervenir ? Suggérer que la Belgique lance l'offensive témoigne d'une certaine témérité. Ce sera aux Américains de le faire.

Même sur notre propre continent, au milieu des années nonante dans les Balkans, les Américains sont intervenus. Sans cela, la guerre en Yougoslavie battrait peut-être encore son plein. Nous ne pouvons pas intervenir militairement. Nous n'en sommes pas

capables physiquement et peut-être est-ce une bonne chose. Car si cette Europe, dirigée comme elle l'est, avec cette boussole géopolitique, devait intervenir quelque part, je me demande quelles pourraient être les conséquences à moyen et long terme.

Voici ma première grande thèse : nous naviguons à travers une crise mondiale majeure sans boussole géopolitique. Et, jusqu'à présent, nous avons surtout réussi à rendre les choses encore bien pires qu'elles ne l'étaient déjà.

Ma deuxième thèse est qu'**IL Y A UNE SÉRIE DE FAITS QUI INTERAGISSENT ET SE RENFORCENT MUTUELLEMENT.**

Nous assistons à une crise des réfugiés. En réalité, c'est à une migration, un exode que nous sommes confrontés. Les flux de réfugiés en provenance de la Lybie diminuent, tandis que la route des Balkans à travers la Turquie est de plus en plus empruntée. Du reste, le flux qui tente de rejoindre l'Espagne depuis le Maroc ne cesse également de baisser. Car il y a une barrière. Nous entendons et lisons partout : « Les barrières sont inhumaines et elles ne fonctionnent pas. » Mais cette barrière fonctionne plutôt bien. Elle décourage. Une barrière dont on ne parle jamais, au demeurant. Quand Orban construit une clôture, c'est un véritable scandale. Pourtant, il y en a aussi une entre le Maroc et l'Espagne. De même qu'entre la Grèce et la Turquie. Et entre la Bulgarie et la Turquie.

Ces flux de réfugiés se déplacent en permanence selon la voie de la moindre résistance. Et un certain nombre de faits ont un impact sur ce flux.

Premier fait : un grand nombre de personnes veulent partir maintenant. Pourquoi ? Le conflit en Syrie dure depuis cinq ans. Vous devez vous imaginer la situation : quatre millions de réfugiés attendent dans des camps en Turquie, au Liban et en Jordanie. Beaucoup pensaient probablement : « Nous allons tenir bon. » La Syrie était un pays qui se distinguait par un très haut niveau de civilisation, un pays prospère, qui ne comptait pas de personnes sans ressources.

Maintenant, cela fait trois, quatre, voire cinq ans que cette population vit là-bas. La tentation de dire « c'est sans espoir, nous voulons chercher notre chance ailleurs » est forte. N'oubliez pas non plus qu'ils sont bloqués sur place. J'entends très souvent dans les médias : « Pourquoi nous plaignons-nous ? Le Liban et la Jordanie accueillent des millions de personnes. » Mais on oublie de mentionner que ces pays n'ont pas signé la Convention de Genève. Le statut de réfugié n'existe donc pas là-bas. Les réfugiés y sont seulement tolérés. Mais on ne fait rien pour eux. Ils ne peuvent prétendre à aucun droit social. Ils sont logés dans des baraquements, souvent financés par les émirats du Golfe. Après avoir vécu dans ces camps pendant quelques années, je peux imaginer que l'idée d'aller ailleurs soit très attrayante.

Voici le premier fait. Un grand nombre de personnes veulent partir maintenant.

Deuxième fait : cette population ne se rend pas dans les pays riches de la région. Il serait pourtant logique de partir vers le sud, où sont situés les pays les plus riches au monde, qui font partie de la même communauté religieuse.

Mais ils ne le font pas. Personne ne rejoint le Qatar, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Et pour être clair, personne ne veut s'y rendre. Ces pays sont confrontés à des masses de migrants, mais ces derniers y ont un statut d'esclave amélioré. Et les occupants des camps n'ont aucune envie de venir rejoindre cette masse. Ils ne sont pas non plus les bienvenus.

Les émirats du Golfe ne font donc rien. L'Arabie saoudite a bien proposé de construire 200 mosquées en Allemagne. Mais je ne pense pas que c'est le signal que nous attendions.

Sur le plan diplomatique, disposons-nous d'un levier pour contraindre ces pays à agir ? Non, nous n'en avons pas. Ils n'ont pas signé la Convention de Genève. Et plus important encore : cela ne les intéresse tout simplement pas.

Si l'on regarde les gros titres du principal journal saoudien anglophone et ceux du journal *De Standaard*, au lendemain de la diffusion dans le monde entier de la terrible photo de l'enfant noyé, on note une différence. *De Standaard* publie la photo tragique sur la moitié de la page. La une du journal saoudien titre quant à elle la visite du roi à Barack Obama et un film iranien (donc chiite) consacré au Prophète et qui ne leur plaît pas.

Aucune trace d'Aylan. Cela ne les intéresse pas. Très étrange pour un conflit qui se joue à une centaine de kilomètres. Imaginez qu'une guerre civile éclate en Allemagne entre protestants et catholiques, et que cela ne nous intéresse pas. Que nous ne publions aucune image de ce conflit dans la presse. Que des enfants meurent, pratiquement à notre frontière, mais que nous n'y accordions aucun intérêt.

Voilà le deuxième fait.

Troisième fait : les portes de l'Europe sont grandes ouvertes. Avoir envie d'aller quelque part est une chose, mais quelle sont les chances de pouvoir y accéder effectivement ? En ce moment, elles sont très grandes. Et l'attitude de la Grèce n'y est pas étrangère.

La Grèce vient d'organiser des élections. Si des élections se tenaient ici dimanche, un thème pertinent serait abordé : la crise des réfugiés. Dans les débats électoraux en Grèce, la crise des réfugiés était totalement absente. Pourtant, si nous observons les flux de réfugiés, un grand nombre d'entre eux passent par la Grèce.

Le gouvernement grec a un ministre du parti Syriza compétent pour la migration et l'asile. Une personne issue du monde des ONG, et qui déclare ouvertement : « Nous sommes en faveur des frontières ouvertes. » Ce n'est pas rien pour un pays de l'espace Schengen.

La philosophie de Schengen est la suivante : on peut circuler librement à travers l'Europe mais les frontières extérieures sont fermées. Tout le monde peut se déplacer dans la maison, mais les portes de devant et de derrière sont verrouillées. La Grèce a ouvert la porte. Le service en charge de l'asile en Grèce est ouvert une demi-journée par semaine. Les réfugiés n'y restent pas, ils ne sont pas accueillis, ni enregistrés. Les Grecs ne font rien de cela.

L'Europe occidentale soutient pourtant la Grèce avec des milliards. Elle reçoit même des crédits spécifiques en vue de mettre en place une politique de migration. C'est le choix politique de la Grèce de ne pas le faire. Ils ont ouvert la porte de Schengen. C'est un fait important. Tout le monde se concentre sur la Hongrie et Orban. Et il y a bien des choses à dire sur Orban, mais il n'est pas la cause du problème. La cause du problème réside en Grèce.

Orban devait-il adopter l'attitude des Grecs et dire « OK, continuez tranquillement votre route », dans ce cas, il serait « un bon ». Ou du moins « pas un mauvais ». C'est très étrange. Car si Orban agissait de cette manière, nous serions nous-mêmes confrontés à des problèmes encore plus graves. Et l'Allemagne aurait dû fermer ses frontières encore plus rapidement.

Et enfin le quatrième fait. Alors que tant de gens veulent partir, que les émirats du Golfe ne font rien, que la porte grecque vers Schengen est ouverte · à ce moment précis, Merkel déclare : « Herzlich willkommen, wir schaffen das. »

C'est ce que j'appelle un « epic fail ». Et cela s'est d'ailleurs avéré depuis. J'ai déclaré lors de l'émission Terzake : « Schengen devient ingérable ». Et mes propos ont été vivement critiqués. Or, immédiatement après la déclaration de Merkel, Schengen est devenu ingérable et l'Allemagne a été la première à fermer les frontières.

En réalité, Merkel a invité le monde entier. Si l'on parle de 800 000 réfugiés, que dit-on au 800 001e ? Ou au millionième, ou au deux millionième ? Il y a soixante millions de réfugiés de guerre dans le monde. Quelle est la différence avec un occupant d'un camp à l'est du Congo et un autre dans un camp en Turquie, si l'on dit « Wir schaffen das » ?

Dans le parti de Merkel, les esprits commencent à s'échauffer. Le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière, déclare qu'il faut faire pression sur les pays d'Europe de l'Est (ce que la N-VA affirme depuis longtemps) et notamment via les fonds structurels. Je ne me fais aucune illusion concernant les plans de répartition. Ces pays d'Europe de l'Est

ne vont pas accueillir de réfugiés ; et s'ils le font, les réfugiés ne voudront pas y rester. Ils n'ont d'ailleurs aucune envie de s'y rendre. Une solution peut-être réaliste est la mise en place d'un système de solidarité financière.

Selon Horst Seehofer, ministre-président de Bavière, tout n'est pas mauvais dans les actions et les déclarations d'Orban. Au moins, il prend ses responsabilités.

Edmund Stoiber, le président d'honneur de la CSU et ancien ministre-président de Bavière, déclare : « Si l'Allemagne veut faire la leçon à l'Europe de l'Est, nous faisons plus de mal que de bien. Je mets en garde contre la tentation de s'ingérer dans les droits souverains des États avec des décisions prises à Bruxelles. » Et il ajoute : « Wir Deutschen haben eine gewachsene Leitkultur: Toleranz, Presse- und Religionsfreiheit und zum Beispiel unsere Verhältnis zu Israel. » Il exprime ici une angoisse existentielle qui émeut l'opinion publique en Allemagne.

Je pense donc que l'on s'est fait quelques illusions en Allemagne et je suis très pessimiste quant à l'évolution de la situation.

Cinquième fait : si ces flux se mettent en route, et qu'ils peuvent pénétrer facilement en Europe, ils sont dirigés par une boussole économique.

Avec ses propos, Merkel n'a pas seulement invité les réfugiés en Allemagne, mais dans toute l'Europe occidentale. Et cela, elle aurait pu y penser. Au sein de Schengen, les réfugiés peuvent se rendre partout où il fait bon vivre. Et le choix de se rendre « où il fait bon vivre » est un choix économique.

On est un réfugié de guerre quand on fuit une zone de guerre dangereuse. Si une personne arrive à un endroit où la stabilité, la paix et la sécurité règnent, elle n'est plus qualifiée de réfugié de guerre. Si cette personne veut quitter ces camps (ce que je comprends parfaitement) c'est pour des raisons économiques. Attardons-nous encore un instant sur ce fait établi : quand on parcourt des milliers de kilomètres au-delà d'un lieu sûr, on n'est plus en quête de sécurité. On est en quête d'une vie meilleure.

Tout cela est parfaitement humain et compréhensible, mais c'est un tout autre contexte. Et, sur le plan politique, cette situation devrait également être observée dans cette perspective. Je constate néanmoins que l'on entend toujours la même rengaine : « Ils fuient pour trouver la sécurité » ou « Ils embarquent dans des bateaux de fortune parce que les bombes tombent derrière eux. » Je suis désolé, mais ce n'est pas la vérité. Pourquoi cette boussole économique les conduit-elle alors vers le nord de l'Europe occidentale ? Pour la qualité de l'accueil, la procédure claire et la chance élevée de reconnaissance.

On pouvait lire dans Het Laatste Nieuws que Fedasil avait émis une offre à destination du secteur privé pour un accueil de 60 euros par jour par demandeur d'asile. Et le WiFi gratuit, le téléphone et des préservatifs faisaient partie des exigences. Imaginez-vous : 1 800 euros par mois, c'est intéressant comme première phase de l'accueil. Mais l'opinion publique menace d'y mettre un terme. Je reçois des courriers à ce sujet : « Ma grand-mère est dans une maison de repos. Je reçois une facture de 2 200 euros. Elle perçoit une pension de 1 200 euros. Allez-vous aussi me payer cette différence ? Ou peut-être ma grand-mère doit-elle d'abord devenir une demandeuse d'asile ? » En tant qu'homme politique, il n'est pas aisé de répondre à ces courriers. Cela ne nous dispense pas de nos tâches et de nos devoirs, mais il faut en être conscient. Cette qualité de l'accueil constitue donc un élément attractif. Passer d'un baraquement à un centre d'accueil où l'on vous consacre 60 euros par jour est attractif.

Le fait que certaines communautés de migrants soient déjà présentes ici depuis un certain temps, et qu'un réseau se soit donc constitué, est attractif. Le smartphone permet d'envoyer en permanence des informations concernant la situation, les possibilités, et les manières d'en tirer profit. Ils ne sont pas ignorants. J'ai dû rire quand le bâtiment du WTC a été mis à la disposition des réfugiés et que personne n'est venu y dormir. La première réaction a été la suivante : « Les réfugiés ne sont pas au courant et ils ne peuvent pas trouver le bâtiment. » Ce sont des personnes qui ont parcouru des milliers de kilomètres, pour se rendre tout droit à l'Office des étrangers à Bruxelles. Et le bâtiment situé à côté est introuvable ?

Un troisième pôle d'attraction est que la reconnaissance en tant que réfugié comporte une très large possibilité de regroupement familial, qui est également protégée dans le cadre d'un traité. Beaucoup d'hommes seuls arrivent en ce moment. J'en mettrais ma main au feu : ils ne resteront pas seuls. Le passé nous l'a appris. On ouvre ici une nouvelle voie pour le regroupement familial.

Et pour finir, le dernier pôle d'attraction : un bon système social, auquel ils peuvent prétendre immédiatement après la reconnaissance. Nous proposons un système de santé de qualité auquel ils ont immédiatement accès. Ainsi qu'un excellent enseignement, dont les enfants peuvent directement bénéficier. Nous avons quelque chose à offrir. Une personne qui peut entrer en Europe se rendra dans les pays où ces éléments ont été le plus fortement développés. Et c'est donc une poignée de pays qui sont confrontés à l'intégralité de la crise : les pays scandinaves, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique. Pas le Danemark.

Par habitant, la Belgique reçoit aujourd'hui deux fois plus de demandes d'asile que la moyenne européenne. Nous avons en ce moment 16 000 demandes d'asile. Une demande peut porter sur plus d'une seule personne. Rien qu'au mois d'août, il y en a eu 4 621 et 5 000 de plus en septembre.

J'ai entendu Rik Torfs déclarer : « Qu'est-ce que 10 000 réfugiés ? » Nous pouvons quand même les accueillir ? » Oui, certainement. C'est le problème des deux derniers mois. Puis ce sera le regroupement familial. Ensuite, on se demandera si la crise est terminée, ou si elle va se poursuivre... Si c'est le cas, nous devons créer chaque mois 3 000 à 4 000 places d'accueil supplémentaires pour la première phase.

Ce n'est qu'après cette première phase que les vrais problèmes commenceront. Avec un taux de reconnaissance de 60 à 70 pour cent, la grande majorité des réfugiés deviendront des citoyens dans une période de 3, 4, 5, 6, 7 mois. Et toutes ces personnes devront alors être logées, elles devront pouvoir être scolarisées, percevoir un revenu, et j'en passe.

Je souhaite ici confronter ces chiffres à la réalité.

Premièrement : j'entends en permanence parler de Syrie. À l'heure actuelle, un cinquième seulement de toutes les demandes reçues cette année sont introduites par des Syriens. Un réfugié sur cinq. Quatre sur cinq ne sont donc pas Syriens. Ils viennent d'ailleurs. Près de la moitié sont originaires d'Irak. Et la plupart d'entre eux viennent de Bagdad, où il n'y a pas de guerre. Bagdad n'est peut-être pas un endroit très agréable en ce moment, mais il y a beaucoup d'autres régions du monde qui ne le sont pas non plus. Cependant, il n'y a pas de guerre, pas de menace de l'État islamique.

Fait marquant : 80 pour cent de ces Bagdadis sont des hommes seuls. Je ne veux pas vous priver d'une citation de Rik Torfs à ce propos : « Et alors ? Un homme seul ne peut-il pas être en danger ? N'en reste-t-il pas un être humain ? Comme un éléphant solitaire, loin du troupeau, revêche et agressif, reste toujours un éléphant. » Je ne peux rien objecter à cela. Absolument rien. Mais c'est assez naïf. Si 80 pour cent des réfugiés sont des hommes seuls, et qu'ils racontent tous exactement la même histoire à Bruxelles, on constate qu'il s'agit d'une économie dans laquelle les familles collectent de l'argent pour envoyer un émissaire en Europe dans l'espoir qu'il puisse y trouver un avenir et envoyer de l'argent. Voilà ce qui se passe. Il n'est pas question d'éléphants revêches et solitaires qui ont quitté le troupeau.

L'**Express Bagdad-Bruxelles** est une économie ouverte. Le tarif en vigueur est de 3 200 dollars par personne. Ce n'est pas un voyage pénible dans des embarquements de fortune. Il s'agit de prendre l'avion vers Ankara – les Irakiens ne sont soumis qu'à une obligation de visa limitée pour la Turquie – puis de prendre le taxi jusqu'à la frontière grecque. On n'en parle presque pas dans les médias. Mais il s'agit d'un des flux les plus importants. La moitié des demandeurs d'asile en Belgique sont des Irakiens, la majorité originaires de Bagdad, pour la plupart des hommes seuls. Et ils sont financés par leur réseau pour rejoindre l'Europe dans le cadre de l'économie des réfugiés. Est-ce mal ? Nous ferions probablement tous la même chose. Mais pourrions-nous, s'il vous plaît, observer la situation avec un minimum de réalisme ?

Le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, qui, pour être clair, travaille de manière indépendante, a proclamé un gel des demandes d'asile pour l'Irak. En effet, les services constatent également qu'il y a un problème. Et que les réfugiés invoquent des histoires similaires, d'une manière stéréotypée. Résultat : le flux en provenance d'Irak a immédiatement diminué de 40 pour cent. Les smartphones remplissent leur tâche. C'est aussi simple que ça.

Nous observons en ce moment une augmentation du nombre de Syriens. Et je vais formuler une hypothèse, que la réalité infirmera peut-être. Mais je ne serais pas surpris qu'un grand nombre d'Irakiens se fassent à présent passer pour des Syriens, car ils espèrent qu'ils seront alors reconnus. Une analyse plus approfondie devra le démontrer. Mais naturellement, d'ici la fin de cette analyse, plusieurs mois se seront écoulés. Et il s'agit de pays vers lesquels un rapatriement s'avère très problématique. Une fois que les réfugiés sont entrés dans le pays et y ont séjourné quelques mois, il y a de grandes chances qu'ils y restent. Moins qu'avant, car de très nombreux rapatriements ont été effectués sous ce gouvernement, mais cette probabilité est toujours très réelle.

Une deuxième confrontation à la réalité. J'entends souvent : « Nous avons déjà connu une telle crise avant, nous pouvons y faire face. Nous y arriverons cette fois encore. Nous avons eu une crise de l'asile en 2010-2011. »

Cette crise de 2010 était dérisoire. C'était un produit exclusivement belge. Di Rupo voulait une régularisation collective. Je le sais très bien car j'ai cohabité avec lui pendant un an. Et il en parlait régulièrement. J'ai dit non. Mais à un moment donné, nous avons quitté le navire, ou bien on nous a mis à la porte (question d'interprétation), et la régularisation collective a été mise en œuvre. Avec pour conséquence que tous les demandeurs d'asile en quête d'une seconde chance ont mis le cap sur Bruxelles depuis toute l'Europe. Il n'y a pas eu de crise de l'asile ailleurs en Europe : seulement à Bruxelles. Une crise que nous avons organisée nous-même de A à Z. De l'excellent travail !

Et nous avons été incapables de la gérer ; les demandeurs d'asile ont dormi dans la rue parce qu'un gouvernement socialiste particulièrement brillant n'a pas été capable de se mettre d'accord sur la façon de résoudre la crise. C'est ainsi que cela s'est passé en 2010. Les réfugiés ont alors dû être logés dans des hôtels et sont ensuite allés devant les tribunaux et ont touché 250 euros par jour en guise d'astreintes. Tout cela s'est passé dans ce pays, lors de cette crise.

Il est assez choquant d'entendre aujourd'hui les socialistes critiquer ce que nous essayons de mettre en place. Personne n'est aujourd'hui à la rue. Tout le monde est accueilli avec dignité, dans des conditions pourtant nettement plus difficiles. Des conditions très différentes d'un point de vue politique, mais aussi dans un contexte tout autre : il ne s'agit pas d'une crise exclusivement belge. C'est un phénomène mondial. Qui est loin d'être terminé. Nous sommes confrontés à un exode, qui soulève la

question suivante : « Combien de réfugiés vont encore arriver ? » Nous n'exerçons pas le moindre contrôle sur cet élément.

Je suis donc peu convaincu quand j'entends dire que cette crise va s'arranger, que nous pouvons y faire face.

Thèse 3 : **UNE GUERRE D'OPINION FAIT RAGE** et elle s'étend bien au-delà du monde politique.

Pourquoi ? Parce que l'opinion publique, « les gens », est très partagée. Mais la plupart d'entre eux observent aussi cette crise avec une grande réserve. Et ce n'est encore qu'un début. Je suis sceptique concernant l'Allemagne et ce qui va se passer là-bas. Je suis également très sceptique et moins optimiste concernant l'évolution de l'opinion publique chez nous. Et, selon moi, le véritable enjeu, bien plus que les éléments matériels, est la tolérance en Europe.

C'est le prix que nous risquons de payer. Que la population devienne totalement intolérante. Et cette guerre d'opinion n'y est pas étrangère. Il règne un **sentiment de malaise dans toute l'Europe**. Une angoisse quasiment existentielle : l'Europe est-elle capable de faire face ? Cette angoisse est matérielle mais aussi culturelle. Et ce dernier élément n'est que trop rarement évoqué.

Pour être honnête, je pense même que cette angoisse est essentiellement culturelle. Qu'elle ne porte pas en premier lieu sur des aspects financiers.

Même si la crainte matérielle est naturellement bien présente. La population est témoin de l'apparence actuelle de nos villes : extrêmement diverse, avec beaucoup de pauvreté qui est souvent importée. Ne nous voilons pas la face. À Anvers, 1 700 demandeurs d'asile issus de la crise précédente perçoivent un revenu d'intégration. Et les nouveaux arrivants ont un taux d'activité d'à peine 40 pour cent. C'est la réalité. Les gens ne sont pas aveugles, ils le voient bien.

Et l'équivalent d'une petite ville vient à présent s'ajouter. En plus des problèmes matériels déjà présents. À Anvers, six enfants sur dix ne parlent pas le néerlandais à la maison. Dire que nous pouvons encore accueillir beaucoup de réfugiés et que je disposerai demain d'un nombre suffisant de bancs d'école serait un mensonge. L'Allemagne compte engager des milliers d'enseignants supplémentaires. Si l'on convertit ce chiffre à l'échelle de la Flandre, on arrive déjà à un millier. Où allons-nous les trouver ? Comment en trouver assez d'ici demain ? Comment allons-nous exploiter ces talents, comment allons-nous réussir cette intégration ? Et aurons-nous les emplois nécessaires après-demain ? Nous n'avons pas encore trouvé les solutions pour résoudre la crise précédente. Ce sont des problèmes matériels que nous ne devons pas prendre trop à la légère.

Ce n'est pas moi, mais Monica De Coninck qui a déclaré pendant la crise de 2010 : « Stop ! Je me mets en grève, je n'inscris plus personne. Nous sommes en train de créer une nouvelle sous-classe urbaine. » « Sous-classe », un terme que je n'ai encore jamais utilisé, sauf dans la citation de Monica De Coninck. Imaginez un peu si je parlais de « nouvelle sous-classe ».

Mais, selon moi, cette angoisse matérielle n'est donc pas la plus importante. La crainte existentielle majeure en Europe à l'heure actuelle est culturelle. On a une perception des conséquences des flux migratoires des 40 dernières années. Et on voit que la chaîne migratoire normale est rompue.

La chaîne migratoire normale est la quête de synthèse. Il y a une communauté autochtone, que viennent rejoindre de nouvelles personnes. Dans la première génération, on observe généralement une sorte d'apartheid. Dans la deuxième génération, les mariages mixtes apparaissent : les communautés commencent à se croiser par le biais de mariages. La troisième génération est celle de la synthèse : on a une nouvelle communauté, un nouveau « nous ». Une nouvelle communauté autochtone.

Si cette chaîne fonctionne correctement, la capacité d'absorption d'une société est quasiment illimitée. Illimitée. Et la migration n'est pas indéfiniment problématisée. Mais nous n'en sommes pas là. Nous sommes dans une situation où les personnes qui sont nées ici, dont les pères sont nés ici, et dont les grands-pères sont nés ici, sont encore clairement qualifiées d'« allochtones ». Et bien pire encore : c'est comme cela qu'elles se qualifient elles-mêmes : « Je suis allochtone. » Cette chaîne ne tourne pas comme elle devrait. Et cela crée une angoisse culturelle : nous/eux.

De plus, le mode de vie occidental et le monde de l'islam ne sont pas particulièrement compatibles. Il faut être aveugle pour ne pas le voir. Cela donne lieu à des radicalisations violentes de l'islam, en Europe également. Des actes de terrorisme sont également commis à la lumière de cette religion. Y a-t-il un problème avec l'islam ? Non. Y a-t-il un problème au sein de l'islam ? Absolument. Et cela fait peur aux gens. Car nous observons déjà une situation nous/eux. On se demande ce qui se passe dans la tête de ces citoyens « que nous ne connaissons pas », dont les petits garçons et les petites filles ne se rendent pas aux fêtes d'anniversaire de nos enfants, et qui plus tard ne se marient pas avec eux.

C'est une angoisse culturelle, qui est naturellement irrationnelle. Par définition, l'angoisse culturelle est toujours irrationnelle. Mais elle est extrêmement réelle. Et, en tant qu'homme politique, ne pas en parler, se contenter de la nier et de dire que tout va bien se passer, me semble particulièrement naïf.

De plus, les raisons de s'inquiéter existent. Il y a quelques années, j'ai donné ici un cours en tant qu'invité à propos de l'identité et de la citoyenneté. L'essence de mon

raisonnement est que, selon moi, l'identité est quelque chose de très positif. Cela permet de donner forme à la citoyenneté. La citoyenneté ne consiste pas uniquement en des textes de loi. Et une conception saine de l'identité est inclusive, elle permet l'intégration. C'est le rêve américain. Une chose dont on veut faire partie, à laquelle on est fier d'appartenir. Et votre capacité d'absorption est alors très grande. Les États-Unis ont cela. L'empire romain avait cela. Nous ne l'avons pas.

Et nous devons oser avancer certaines choses. Les gens s'inquiètent à propos des valeurs des Lumières. Soyons clairs : notre citoyenneté n'est pas tombée du ciel. C'est le fruit d'une longue évolution. Une évolution qui a débuté avec les Grecs et les Romains, qui a été nourrie par la tradition judéo-chrétienne, qui a été modelée depuis la renaissance, par l'humanisme, et qui s'est affûtée ces 200 dernières années grâce aux Lumières. Notre manière de pensée concernant l'égalité des sexes, notre liberté d'opinion, la façon dont nous avons organisé la souveraineté du peuple, notre manière de gérer l'orientation sexuelle... c'est le fruit d'un processus de pensée, celui des Lumières. Et c'est une évolution qui progresse à une vitesse vertigineuse. Vous ne voulez pas savoir ce que pensait mon père de l'homosexualité. Aujourd'hui, on pourrait être enfermé pour cela. Mon grand-père n'en parlait même pas. Je ne l'ai jamais entendu prononcer le mot « homo ». Je pense que cela n'existait pas dans sa perception des choses. Mais en trois générations, nous sommes passés d'un rejet absolu à une acceptation totale.

Et cela suscite l'inquiétude. Car suivons-nous encore tous cette voie ? Ou nos valeurs des Lumières seront-elles mises en danger ? Devrons-nous mener à nouveau demain les débats que nous avons dépassés depuis longtemps, par exemple sur l'homosexualité ? Je ne dois même pas parler au futur, car nous l'observons déjà dans nos villes. Nous devons prendre des mesures contre l'homophobie. Nous sommes mis au défi.

Je vais vous donner un exemple particulièrement ridicule : je suis accusé, en ce moment, en ma qualité de bourgmestre, par une femme qui s'est rendue au CECLR parce qu'elle voulait nager en burkini dans les piscines municipales. C'est interdit durant les heures publiques mais nous avons réservé une heure spéciale pour les femmes qui veulent nager seules. Elles sont alors libres de s'habiller comme elles le veulent. Cette demande émanait non seulement de la communauté musulmane, mais aussi de la communauté juive.

En tant que dirigeant, il faut faire preuve de pragmatisme si l'on veut mener les gens vers les valeurs des Lumières. Il faut jeter des ponts de pragmatisme pour les entraîner sur ces ponts. Et l'un de ces ponts est une heure de piscine séparée. Cette femme peut donc nager en burkini si elle le veut. Mais non, cela ne suffit pas. Elle exige le droit subjectif de pouvoir nager à tout moment, dans toutes les piscines et partout, en burkini. Et le CECLR m'a demandé ce que je comptais faire à ce sujet.

J'ai répondu que je ne pensais pas encore autoriser cette pratique. J'ai reçu une lettre me demandant de venir me justifier à ce propos à Bruxelles, car mon attitude « allait particulièrement à l'encontre du principe de non-discrimination ». Les bras m'en tombent.

La liberté que nous donnons peut également être utilisée pour reprendre cette liberté. Dans ce cas, les Lumières ne sont pas utilisées pour avancer, mais pour régresser. Il ne suffit pas de donner la liberté de vivre cette religion via une heure de piscine séparée. Non, cela doit être intégré dans la culture publique. C'est là qu'il y a un problème. Pourquoi ? Parce que nous ne le voulons pas.

Nous ne voulons pas qu'une femme doive se couvrir parce que l'homme ne serait pas capable de se maîtriser. Selon nos valeurs des Lumières, une femme est libre de se montrer et l'homme doit se maîtriser. Il s'agit pour nous d'une valeur essentielle de notre citoyenneté. Et nous n'allons pas céder sur ce point.

Si l'on n'ose pas dire que notre citoyenneté n'est pas basée uniquement sur des lois, mais aussi sur des valeurs, on devient un oiseau pour le chat. Mon service juridique m'a expliqué que, si cette femme intentait un procès, je le perdrais probablement. Et si vous pensez que l'opinion publique considère cela avec compréhension et empathie, vous vous trompez.

Le plus grand malaise en Europe concernant cette crise des réfugiés n'est pas matériel. Le plus grand malaise est culturel. Et ce n'est pas nouveau : cela fait 40 ans qu'on le ressent. Nous voyons et percevons certaines choses négativement. Et cela suscite de vives inquiétudes.

Nous sommes donc confrontés à une guerre des opinions, dans laquelle les médias et les leaders d'opinion jouent un grand rôle. On veut nous inciter à adopter l'attitude la plus solidaire. Ce qui est noble en soi. Mais l'approche utilisée n'est clairement pas la bonne.

Nous sommes submergés par un flux constant d'informations. Et on ne sait pas toujours avec certitude si ces informations sont correctes. Nous voyons des faits, mais qui s'accompagnent immédiatement d'une interprétation connotée. Les médias présentent les faits de manière à ce que seule une interprétation soit pertinente. Il s'agit de nous convaincre d'adopter l'attitude la plus solidaire.

On tente souvent, à cet effet, de nous culpabiliser : nous devons aider tous ces gens. Je vais encore vous citer Rik Torfs : « Il est d'ailleurs frappant que nos médias, lorsqu'ils esquissent les portraits de réfugiés, choisissent systématiquement la voie du sentimentalisme. De belles jeunes femmes, des enfants aux grands yeux tristes, des hommes rêveurs qui sont artistes dans l'âme. Des représentations qui attendrissent le

grand public et créent ainsi l'impression que les réfugiés sont toujours des gens biens, qui méritent par conséquent notre solidarité. Ce rapport causal est incorrect. »

À un moment donné, en regardant le journal, je me suis dit : « Tiens, ce sont tous des universitaires hautement qualifiés, il n'y a apparemment pas d'autres types de personnes dans le flux de réfugiés. »

Ces interprétations des médias suscitent une incroyable contre-réaction. Car « l'opinion » s'exprime aussi oralement via les médias sociaux. C'est une révolution qui bat encore son plein. Chaque action, chaque fait provoque une contre-réaction, une contre-histoire qui est mise en avant via les médias sociaux. Les réactions ont afflué dans ma boîte mail : « ce n'est pas vrai », « c'est faux », « c'est comme ceci », « c'est comme cela »...

Un exemple paradigmatique est celui d'Aylan, le petit garçon qui a été rejeté sur la plage de Bodrum. Cette image est effroyable, on ne peut s'habituer à cette vision d'horreur. Je peux donc comprendre la tentation de montrer cette photo pour inciter la population à la solidarité. Cette image a d'ailleurs été montrée. Pendant le journal de la VRT du 2 septembre, Martine Tanghe a déclaré : « Un enfant est mort en fuyant la guerre et la violence. » Fin de citation. Ayan avait quatre ans et vivait depuis trois ans dans un appartement en Turquie, à Istanbul, en sécurité. « Il a fui ? » Absolument. Pour des raisons compréhensibles ? Certainement. A-t-il fui la guerre et la violence ? Non. Voici donc la contre-histoire : « Son père voulait se faire soigner les dents aux frais de la sécurité sociale en Europe », « Son père était un passeur sans scrupules », « Son père était le seul à porter un gilet de sauvetage. Les autres pas. Il est responsable. »

Personne n'est plus en mesure de dire quelle est la véritable histoire d'Aylan. Il règne une grande confusion. Selon moi, cela n'apporte pas grand-chose. Au lieu de clarifier les choses, les médias ont eux-mêmes contribué à cette confusion.

Ce cadrage des faits est même devenu un code propre à certains médias. Karel Verhoeven, rédacteur en chef du « journal paroissial du politiquement correct » De Standaard, a rédigé, il y a deux semaines, un long article sur l'attitude des médias dans la crise de l'asile. L'article le plus arrogant qu'il m'ait été donné de lire. Et malheureusement pour lui, aussi particulièrement fallacieux. Laissez-moi vous résumer ses propos : « Lire un journal, ce n'est pas choisir son camp. Les politiciens ont rassemblé et gribouillé de vagues avis et des chiffres flous, aidés par des conseillers en communication qui ne tiennent pas compte de la réalité. »

Les personnes comme moi ne font rien d'autre que vous mentir pour des raisons électorales. La réalité, la souffrance, cela ne nous intéresse pas. Karel Verhoeven poursuit : « Heureusement qu'il y a encore les médias pour faire preuve d'empathie et de nuance. Des médias qui sont au moins objectifs, neutres et nuancés. » Ben voyons !

Mais à la une du vendredi 4 septembre, De Standaard publie une photo d'une famille sur une voie ferrée ; un agent en tenue de combat penché sur eux. Une mère et un enfant, peut-on faire plus dramatique. Avec un titre fort : « Approche musclée ». Le message est clair : la police traite les réfugiés avec brutalité. La légende indique : « Les forces de l'ordre hongroises essaient d'écarter une famille de migrants syriens des voies ». En combinant cette légende avec le titre, la seule interprétation possible est : « évacuer brutalement des voies ».

Mais les images de l'incident racontent une tout autre histoire. Les agents de police sont aimables et essaient de calmer la femme. Quand elle se lève, son mari la jette avec son enfant sur les rails. Le policier leur tend la main pour les aider à se relever, mais l'homme s'agrippe à sa famille pour les maintenir sur la voie ferrée. Voyez-vous une police brutale ? Absolument pas. Voici la contre-histoire.

Était-ce objectif ? Neutre ? Nuancé ? Mon œil ! À mes yeux, De Standaard est le journal paroissial du politiquement correct. Ils sont peut-être mieux que cela, mais certainement pas meilleurs que les politiciens.

Prenons aussi l'exemple de Björn Soenens, rédacteur en chef de programme Het Journaal. Ce dernier a introduit « le journalisme constructif » à la VRT. C'est dans ce contexte qu'il a été décidé de ne plus diffuser les images atroces de l'État islamique. « Ces images portent atteinte à la dignité humaine. Le seul but de l'État islamique est de créer un climat d'angoisse. Et la VRT ne participera plus à la propagande de l'État islamique. »

Mais la photo tragique d'Aylan figurait en bonne place sur la page Facebook de Monsieur Soenens. Une atrocité n'est pas l'autre. Celle-ci peut être montrée, elle peut participer à la sensibilisation de l'opinion publique. L'une bien, l'autre pas. Quelle est la différence ? Où est la frontière entre le « journalisme constructif » et la « construction » ? À mes yeux, cette frontière est ici largement dépassée. On construit une histoire. Neutre ? Objective ? Mon œil !

Thèse 4: **QUE FAIRE ?** Que doit-on faire ?

Premièrement : nous respectons nos obligations internationales et accueillons les réfugiés avec humanité. C'est la politique que mène ce gouvernement. Contrairement aux détracteurs de ce gouvernement, qui n'y sont pas parvenus il y a cinq ans. Et nous n'allons pas exploiter la souffrance des gens pour souligner nos points politiques. C'est l'une des grandes différences entre mon attitude, par exemple, et celle de certaines fractions que j'ai entendues hier au conseil communal. Elles déclarent : « On ne peut pas les accueillir ! Arrêtez votre hypocrisie, laissez-les crever dans la rue. Ils repartiront bien d'eux-mêmes. » Non. Ce n'est pas notre vision. Cela peut ne pas plaire et c'est peut-être terriblement difficile à expliquer. Mais c'est ce que nous devons faire.

Deuxièmement : que faut-il faire ? Il est évident que, dans la crise actuelle en Europe, d'autres accords devront être conclus. Je ne pense pas que nous parviendrons à une répartition physique. L'Europe de l'Est n'y consentira pas. Et s'ils le font, les réfugiés ne voudront pas y rester. Je pense donc qu'un mécanisme de responsabilisation au niveau européen constitue probablement la solution la plus réaliste. Nous devrions au moins nous en approcher. Il est difficile d'expliquer que nous encourons plusieurs milliards d'euros de dette (car c'est ce que nous faisons) pour maintenir sur pied des pays qui, pour nous remercier, amplifient encore nos problèmes.

Troisièmement, nous devons maîtriser le flux de réfugiés. Cela requiert une approche coordonnée au niveau européen, différente de celle que nous appliquons aujourd'hui. Je vais à présent dire plusieurs choses avec lesquelles beaucoup d'entre vous ne sont probablement pas d'accord :

Les frontières extérieures doivent être fermées ou Schengen est mort. En réalité, Schengen est aujourd'hui cliniquement mort. Je suis pourtant partisan de Schengen. En particulier pour nous, en tant que pays exportateur. Pour que Schengen vive, les frontières extérieures de Schengen doivent être fermées.

Des guichets d'entrée obligatoires (hotspots) doivent être mis en place à ces frontières extérieures pour assurer le premier accueil. Quiconque atteint la frontière extérieure doit y être pris en charge. C'est là qu'il convient de déterminer qui entre ou non en ligne de compte pour une procédure de réfugié. La répartition en Europe ou la responsabilisation peuvent ensuite être organisées.

Il convient de renvoyer les réfugiés vers les pays sûrs, par exemple la Turquie. Je ne vois pas pourquoi nous ne le ferions pas. Cela permettrait de mettre un terme à l'afflux massif. C'est aussi simple que cela. C'est d'ailleurs ce que nous faisons jusqu'en 2011. Mais si j'osais déclarer cela aujourd'hui, je passerais pour quelqu'un de totalement immoral.

Il faut investir dans l'accueil au sein de ces pays sûrs. C'est évident, nous avons laissé cela de côté. C'est là que notre solidarité doit surtout être mise en œuvre. Il faut accorder davantage d'aide et de moyens aux camps de réfugiés et aux centres d'accueil dans la région.

Le règlement de Dublin doit être appliqué de manière rigoureuse. Nous n'avons pas de frontières extérieures. Il est possible d'entrer dans le pays via le port d'Ostende ou l'aéroport de Zaventem, mais ce n'est pas le cas. La frontière est donc traversée quelque part. Mais une chose est sûre : les réfugiés arrivent de la zone Schengen. Ils ne viennent pas directement de Syrie, ils ont déjà traversé différents pays de l'espace Schengen. Que dit l'accord de Dublin ? Qu'il faut se faire enregistrer dans le premier pays de l'espace Schengen et lancer la procédure. Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui. Avec des hotspots aux frontières extérieures, on pourrait appliquer l'accord de Dublin.

En d'autres termes, quiconque se présente physiquement à Bruxelles serait ramené à la frontière extérieure, pour y être pris en charge conformément à la politique européenne. Sans cela, les réfugiés continueront à arriver. Surveiller les frontières extérieures ne signifie pas construire une gigantesque clôture, baisser un nouveau rideau de fer autour de l'Europe. Cela signifie : montrer clairement que l'on ne peut pas circuler librement comme on l'entend. Qu'il y a des principes à respecter. Et pour cela, il faut appliquer l'accord de Dublin.

Passons à présent au point le plus controversé : il va falloir réduire l'effet d'aspiration. J'ai esquissé les raisons de l'arrivée des réfugiés en Europe occidentale. Il convient ici aussi de prendre des mesures. La mesure d'urgence consistant à n'enregistrer que 250 demandeurs d'asile par jour est un premier pas. Le message est : « Plus de 250 par jour, wir schaffen das nicht. » L'information est diffusée par le biais de smartphones. Aujourd'hui déjà : « Belgium is full. Belgium no good. »

Mais il ne s'agit pas d'une politique structurelle. Et on en arrive irrémédiablement au débat sur le statut social. Le statut social des personnes qui sont reconnues comme étant des réfugiés. Nous voulons en effet réfléchir à un statut permettant de constituer progressivement des droits. Un peu comme le faisaient les Romains. Les droits civils étaient accordés au fur et à mesure, jusqu'à l'obtention des douze droits, qui correspondaient à la « pleine citoyenneté ». Ce sont des idées anciennes, mais les Romains y avaient réfléchi plus longuement que nous et obtenaient, en règle générale, de meilleurs résultats. Les Romains : identité et citoyenneté.

La première proposition à ce sujet concerne les allocations familiales. Ce qui est une fois encore considéré comme immoral. Le Danemark a introduit cette mesure et le nombre de demandes d'asile au Danemark a diminué depuis de 75 pour cent. Autant dire que la boussole économique fonctionne. Soyons clairs, cette mesure s'applique à tous les citoyens, pas spécifiquement aux réfugiés. Sur le plan du droit international, cette distinction est interdite.

On peut faire dépendre le regroupement familial de conditions liées aux revenus, au logement et au travail. Est-ce inconcevable que quelqu'un veuille faire venir sa famille ? Non, ce n'est pas inconcevable. Mais peut-on exiger pour cela un revenu issu du travail et un logement ? Je pense qu'il est très logique d'imposer cette condition.

Et pour finir, je pense qu'il ne faut plus accorder automatiquement et sans restriction le droit de séjour aux réfugiés reconnus. Nous sommes le seul pays en Europe à agir encore de la sorte. Il me semble particulièrement illogique d'être les seuls à poursuivre sur cette voie.

Il s'agit d'essayer de réduire les forces magnétiques. Je sais que c'est un sujet sensible, mais nous ne pouvons plus y couper. Si nous n'abordons pas ce problème

intelligemment, il arrivera un moment où nous serons obligés de l'aborder de façon nettement moins raisonnable. Tant ici que dans le reste de l'Europe.

Ce qui m'amène à la thèse 4B : **PLUSIEURS OBSTACLES SE METTENT SUR NOTRE CHEMIN.**

Nous sommes pris dans un carcan qui nous empêche souvent d'accomplir ces choses que je trouve logiques. Ce carcan est le droit international. Il y a naturellement des millions de personnes qui ont le droit d'être reconnues en vertu de la législation en vigueur. Cela ne souffre aucune discussion. Théoriquement, il y a des dizaines de millions de personnes dans le monde qui, si elles arrivaient demain à Bruxelles, devraient être reconnues. Qui satisfont toutes aux conditions. Qui vivent dans une zone de guerre, qui sont expatriées, qui se trouvent dans un camp de réfugiés.

Nous disons aujourd'hui : « Nous devons résoudre le problème du Moyen-Orient. La situation est grave. » Est-ce plus grave que dans l'est du Congo ? Eux aussi peuvent tous venir. Wir schaffen das. Souffrent-ils moins ? Ne sont-ils pas aussi en guerre ? La situation dure-t-elle depuis moins longtemps ? Je pense que les conditions y sont peut-être même pires. Oui, selon la législation en vigueur, ils peuvent tous demander asile demain et ils seront tous reconnus. Nous aurons des pourcentages de reconnaissance très élevés. La question est de savoir si ce cadre du droit international est encore réaliste. Pour moi, la réponse est non.

Je cite Mark Bossuyt dans une interview pour De Standaard : « Les réfugiés de guerre ont le droit d'être accueillis dans le premier pays où ils sont en sécurité. Il n'y a pas de droit d'asile dans le pays de leur choix. » En substance, cela revient pourtant au même. Je pense que nous pouvons nous poser des questions, probablement l'un des plus grands tabous, concernant un certain nombre d'affirmations existantes. Concernant un certain nombre de sujets qui sont mis sur le tapis pour nous faire croire à ces affirmations. Et pour finir, concernant le cadre du droit international.

Quelles sont ces affirmations ?

« Nous sommes extrêmement accueillants dans le cadre actuel, mais cela constitue également une opportunité pour nous. Car l'Europe vieillit. Nous avons besoin de ces gens. Cela nous coûte un peu d'argent mais cela nous rapportera énormément par la suite. En réalité, tous ces réfugiés sont des entrepreneurs potentiels. Des personnes qui vont accepter les emplois dont nous ne voulons plus, qui vont stimuler notre économie, soutenir la sécurité sociale, et qui paieront nos pensions demain. »

Le seul problème, c'est que ce n'est pas tout à fait vrai. Et la population ressent bien que toutes ces maximes morales ne correspondent pas à la réalité telle que nous l'observons et la percevons.

La deuxième affirmation visant à nous faire accepter la situation actuelle est la comparaison historique. « Vous ne trouvez pas que c'est une opportunité ? Vous devriez avoir honte ! Nous avons oublié notre propre passé ! Nous-mêmes avons été un jour des réfugiés. » On fait alors souvent référence à la Première Guerre mondiale.

Rudi Vranckx a déclaré dans P-Magazine : « Combien d'entre nous ont fui pendant la Première et la Deuxième Guerre mondiale ? Nous n'étions pas différents des réfugiés qui arrivent aujourd'hui massivement en Europe. Et nous continuons à l'oublier. » Tom Lenaerts s'est demandé dans De Zevende Dag : « Avons-nous oublié notre passé ? »

Je pense qu'on a beaucoup oublié de ce passé. Pas que nous étions des réfugiés, mais bien les véritables circonstances historiques. Il n'y avait pas de Convention de Genève pendant la Première et la Deuxième Guerre mondiale. À cette époque, un million de personnes ont fui vers les Pays-Bas. La plupart d'entre elles étaient de retour après quelques semaines. Cent mille autres sont restées aux Pays-Bas avec le statut de réfugié, parce qu'elles ne pouvaient pas rentrer chez elles. Les Allemands avaient fermé la frontière. La Reine Wilhelmine a déclaré qu'elle accueillerait les Belges à bras ouverts. Mais les Pays-Bas menaient en fait une campagne de dissuasion et une politique de retour. L'accueil de la population pauvre (car les nantis ne bénéficiaient pas d'un accueil, ils devaient se prendre en charge eux-mêmes) se faisait dans des baraquements. Des baraquements humides, exposés aux courants d'air, avec des infrastructures et un chauffage défectueux. Les soldats étaient démilitarisés et enfermés. Un grand nombre d'entre eux se sont même suicidés. Dès la fin de la guerre, les Pays-Bas ont renvoyé tout le monde, avant d'envoyer une facture à la Belgique pour avoir nourri et logé ses ressortissants. La Belgique qui était à moitié dévastée par la guerre.

Voici le cadre historique dans lequel s'est déroulée la crise des réfugiés d'hier, qui est si comparable à la crise des réfugiés d'aujourd'hui. Mais ce n'est absolument pas comparable. Pas du tout ! La circulation des réfugiés aujourd'hui en Europe, sous la Convention de Genève et ses dispositions, n'a rien à voir avec ce passé.

Et je pense donc, malgré ce que l'on nous affirme, que nous pouvons mener un débat sur ce cadre du droit international. Que l'on devrait pouvoir parler de la Convention de Genève. Celle-ci a été signée en 1951 dans le contexte de l'après-guerre en Europe. Son champ d'application était d'ailleurs limité aux Européens, jusqu'à son élargissement en 1967. Signée par 147 pays, cette convention garantit la non-discrimination, la liberté religieuse, le droit d'association, l'accès à la justice, l'accès au marché du travail, l'enseignement et la libre circulation. Aucun problème.

Mais aussi l'accès à la sécurité sociale au même niveau que les ressortissants du pays. La sécurité sociale de 1951 n'est toutefois plus la sécurité sociale d'aujourd'hui. Ce traité a été rédigé dans un contexte totalement différent, qui n'est pourtant pas pris en compte. Il est appliqué de jure mais la situation de facto a changé du tout au tout.

Certains pays ont développé un système de sécurité sociale ouvert, très généreux. Et la Convention de Genève est aujourd'hui le ticket pour en bénéficier également en tant que réfugié.

Il en va de même pour la législation européenne et, plus encore, pour la jurisprudence européenne. Je vous recommande à tous la lecture de Marc Bossuyt dans la *Rechtskundig Weekblad* de janvier 2014. Il nous montre à quel point la Cour européenne des droits de l'homme ne se contente pas d'appliquer la réglementation européenne, mais comment elle l'interprète et la modifie dans les faits. Elle a ainsi créé de nombreux droits sociaux supplémentaires, avec des conséquences gigantesques.

Et nous sommes confrontés à cette problématique dans la crise actuelle, pas tant avec la Convention de Genève qu'avec ce cadre européen.

Nous avons appliqué la méthode du push-back (ou refoulement) jusqu'en 2011. Nous renvoyions les réfugiés en Turquie. L'Italie a fait de même vers la Lybie. Ce n'est pas un hasard si Berlusconi a déclaré : « Kadhafi is the friend of Italy. » C'est parce que Kadhafi a repris ces réfugiés.

La Cour européenne des droits de l'homme a ensuite promulgué un arrêt. *Hirsi versus Italie*. *Hirsi* était une Somalienne ramenée sur la côte d'Afrique du Nord. Et la Cour européenne a déclaré : « On ne peut pas faire cela. C'est inhumain. » Depuis, les bateaux qui patrouillent sur la Méditerranée ne sont plus des bateaux de refoulement, mais des ferry-boats. Nous sommes à présent obligés de faire traverser vers l'Europe toute personne qui se trouve sur un bateau et invoque l'« asile ».

Les passeurs sont depuis beaucoup plus téméraires et les bateaux encore plus délabrés. Les réfugiés n'ont qu'à naviguer quelques centaines de mètres et espérer être sauvés. Nonante-neuf pour cent d'entre eux sont sauvés. Un pour cent ne l'est pas. Ce sont les réfugiés qui s'en sont remis aux passeurs les plus téméraires ou qui ont embarqué sur un bateau de leur propre initiative. Mais s'ils savent comment s'y prendre, ils sont conduits jusqu'en Europe. Et ce, grâce au cadre réglementaire européen et à la jurisprudence européenne. Est-ce encore réaliste ? Je ne le pense pas.

Je vous ai dit : « Nous devons appliquer l'accord de Dublin. » Mais ce n'est pas possible non plus. Nous le faisons auparavant. Nous renvoyions des réfugiés en Grèce, mais aujourd'hui, la Grèce ne les accueille plus. Et nous sommes donc condamnés pour cela.

Et c'est là que la situation devient très ironique. L'Europe nous dit : il faut demander asile dans le premier pays où l'on arrive. Et c'est la Grèce. Mais les Grecs n'organisent pas d'accueil, ils laissent les frontières ouvertes, n'enregistrent personne et les laissent traverser l'espace Schengen. Ces réfugiés arrivent alors chez nous. Nous leur disons : « Non, vous devez retourner en Grèce. » Que dit ensuite l'Europe ? « Il n'y a pas d'accueil digne de ce nom en Grèce. Vous ne pouvez pas les renvoyer. »

La Grèce a donc tué Schengen et Dublin. Est-ce encore réaliste ? Est-ce encore tenable ? Je ne le pense pas. Si Schengen et Dublin sont une boîte vide, ce cadre européen, cette législation et cette jurisprudence sont devenus un véritable carcan qui nous empêche de nous attaquer à nos problèmes. Même si nous le voulons.

Vous pouvez ne pas être d'accord avec l'approche que je défends. Mais je trouve très étrange de ne pas pouvoir être d'accord si nous trouvons pour cela une majorité démocratique. Les règles de droit ne sont pas des maximes morales. Les règles de droit sont la traduction d'un consensus social dans un laps de temps spécifique et un espace clairement délimité. Si ce consensus change, le droit doit s'y adapter. Le consensus ne doit pas s'adapter à la loi.

J'en arrive à mes quatre conclusions :

Premièrement, il y a une différence entre les droits de l'homme et les droits civils. Et j'ai l'impression que nous l'avons oublié. Cette différence peut aussi être utilisée dans une politique de migration. Il est interdit de violer les droits de l'homme de quiconque. Mais un droit de l'homme n'est pas un droit civil. Le droit civil doit être acquis, la citoyenneté est un verbe. Droit de l'homme et du citoyen. Ce n'est pas un hasard si deux catégories sont mentionnées. C'est très important.

Ma deuxième conclusion. La politique est menée dans la zone de tension entre conviction morale et intérêt général. Ma conviction morale est la même que la vôtre. Je voudrais aider toutes les personnes dans le besoin à travers le monde. Vraiment. Mais l'intérêt général dicte mes choix en tant qu'homme politique. Et je ne peux pas me laisser diriger par mes sentiments. Autoriser des flux migratoires incontrôlés par compassion nuit à l'intérêt général. Dire que ce qui est moralement souhaitable serait aussi utile pour un pays est un raisonnement spécieux.

Troisième conclusion : l'Europe et nous-mêmes devons oser utiliser nos valeurs des Lumières comme boussole pour la mise en œuvre d'une politique inclusive en matière d'identité et de citoyenneté. C'est la seule manière de conserver notre tolérance et d'assurer à tous les habitants un avenir placé sous le signe de la liberté et de la prospérité.

Quatrième conclusion : l'Europe va changer, qu'on le veuille ou non. Et si nous agissons intelligemment, nous pouvons absorber correctement ce changement. L'Europe doit naviguer comme le bateau de Thésée. Ce bateau a débuté son voyage et a été complètement modifié en cours de route : chaque voile, chaque clou, chaque planche. Quand il est revenu, tout le monde voyait encore le bateau de Thésée, alors qu'il avait été totalement transformé. L'identité et la citoyenneté doivent naviguer ainsi en Europe. En gardant le cap. Un cap fixé par notre civilisation culturelle, la « rule of law » et la démocratie.

Selon moi, c'est ainsi que nous nous préparons un bel avenir.